

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-violence-et-la-raison-desesperee-au-Mexique>

La violence et la raison désespérée au Mexique

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 26 novembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Trois des facteurs que Nikos Poulantzas pointait comme étant les symptômes de tout procès de fascisation se font jour aujourd'hui au Mexique : la « *radicalisation des partis bourgeois vers des formes d'Etat d'exception* », une distorsion caractéristique entre « pouvoir formel » et « *pouvoir réel* » et, enfin, « *la rupture du lien entre représentants et représentés* ». Felipe Calderon a d'abord introduit une violence étatique, camouflée en guerre contre la drogue, comme une exception, ensuite, il l'a convertie en routine et puis il l'a transformée en règle. Tout régime d'exception trouve son origine dans une crise politique ou idéologique, voire les deux en même temps. Le Mexique connaît aujourd'hui une crise profonde. Mais la crise existait bien avant et elle s'est approfondie suite aux événements de Iguala.

Cerné par les mots d'ordre prononcés *urbi et orbi* : « *Exit l'Etat* », « *Peña Nieto, dehors* », le Président de la République est fâché et le général en charge de la Défense Nationale aussi. Ce n'est pas bon... La rage leur a voilé la vue et les empêche de comprendre ce qui est en train de se passer au Mexique ; elle les a poussés à tenir des propos irresponsables. Elle pourrait aussi les pousser à prendre des décisions erronées dramatiques.

Comme cela s'était déjà produit lors de crises antérieures, on a vu réapparaître le vocabulaire manichéen du pouvoir, tissé de contradictions telles que paix/violence, ordre/anarchie, Etat de droit/chaos déstabilisant. Il s'agit d'une syntaxe toute rouillée, porteuse d'un relent autoritaire et répressif, menaçant.

La violence n'a rien d'ambigu. La violence est là. Il y a là Auschwitz, Hiroshima, Tlatelolco. Ou bien celle d'Iguala, avec ces personnes torturées, assassinées et les 43 détenus-disparus. Mais la violence est aussi dans la vie quotidienne, dans la relation oppresseur/opprimé, la violence induit la soumission à laquelle ce dernier est assujéti par le premier.

Compte tenu des circonstances actuelles, il convient de rappeler qu'il est impossible de séparer la violence de son contexte politique, de l'ériger isolément, de la présenter comme un monstre abominable et de répandre à son sujet de vieux mensonges. Représentants de l'ancienne manière de faire de la politique, le président Peña, son gouvernement et les perroquets médiatiques à sa solde répètent des mots sans contenu social qui ne peuvent s'appuyer sur des réalités. Ils utilisent un langage qui est caduc et ils parlent de la violence comme s'il s'agissait d'autre chose que du pouvoir de l'Etat et de l'art de faire de la politique. Ils oublient - ou font semblant d'oublier - que la « *loi* » et l' « *ordre* » servent à déguiser la violence du système. La définition qu'ils utilisent pour désigner un comportement qu'ils jugent antisocial, déstabilisant, vandale, n'est que la rationalisation de tout un processus de décomposition de la société qu'ils ont eux-mêmes - le gouvernement et les médias - mené à terme, en se cachant derrière une idéologie justificatrice des situations violentes qu'ils avaient créées.

Pastiche de l'ancien régime, le « *nouveau PRI* » tente de nous convaincre que la subversion est un danger toujours latent qui justifierait de faire régner l'ordre social à n'importe quel prix. La subversion, c'est-à-dire l' « *action de perturber, retourner, désordonner, détruire...* » a toujours été définie en termes négatifs. Le subversif, c'est l'ennemi de la société. Cependant, même si cela paraît paradoxal, la vraie grande subversive de notre époque c'est la ploutocratie. Les véritables antisociaux et antihistoriques ce sont ceux qui gouvernent, ceux qui détiennent le pouvoir dans les faits, les grands capitalistes réunis au sein du Conseil Coordinateur des Entreprises qui ont promu le 29 octobre de cette année un pacte pour le renforcement de l'Etat mexicain, pacte qui appelle à « *accomplir avec énergie la tâche de garantir la sécurité et le maintien de l'Etat de Droit* », au nom de la « *modernisation et du progrès* ». Mots creux, simple rhétorique. Le pouvoir, le vrai pouvoir, s'obstine à ne rien vouloir changer. Ou bien, ils font quelques changements qui garantiront le maintien des formes de pouvoir qu'ils détiennent. On change quelque chose pour que tout reste en l'état. Et pour ce faire, ils misent sur la « *violence organisée* », sur la force brutale.

La vieille politique a changé plusieurs fois de parure, mais n'a pas changé de visage. Dans des circonstances comme celles d'aujourd'hui, la violence structurelle du système devient visible. Jusqu'à présent, Peña Nieto avait

réussi à résorber les conflits grâce à un conditionnement sociologique, à la propagande et à la manipulation. Le régime avait exhibé en partie la violence latente, avait usé de la peur et de la violence institutionnalisée comme outil pour discipliner la société, parvenant à une sorte d'adhésion passive de certains secteurs de la population, adhésion qui ressemblait davantage à une soumission servile.

Ortega y Gasset disait que la violence était la « raison désespérée ». Cependant, la violence pratiquée par le pouvoir pour conserver des structures injustes au profit de quelques-uns est la preuve d'une absence de raison. C'est de la sans-raison. La violence institutionnalisée est de l'irrationalité sociale exacerbée. Rattrapé, démasqué par les événements de Tlataya et d'Iguala, le régime s'est retrouvé nu. Les soi-disant forces de l'ordre se sont montrées sous leur vrai jour. En ayant recours à la démagogie, aux sophismes et aux mensonges, Peña et ses acolytes dans les médias prétendent diviser le Mexique en bons et méchants, en pacifiques et violents. Ils dénomment ordre le désordre, paix la peur, justice la faim et développement le chômage. Ils cherchent à séduire, à persuader, à calmer et ont recours à des agents provocateurs et à une propagande nauséabonde pour « légitimer » les détentions arbitraires et semer une terreur paralysante parmi les jeunes. Ils voudraient désamorcer le mécontentement, la contestation, la rébellion, la rage et la contreviolence de ceux d'en-bas qui pour faire face à la violence structurelle et à son corollaire, la violence institutionnelle, ont recours à la raison désespérée.

La révolte de la jeunesse montre que chaque jour sont plus nombreux ceux qui comprennent que le chaos et l'anarchie sont devenus institutionnels et qui se rebellent contre cet état des choses. Les jeunes savent instinctivement qu'il existe quelque chose qui s'appelle le droit à la vie et que lorsqu'il n'est plus assuré il existe quelque chose qui s'appelle le droit à la résistance.

Carlos Fazio, pour [La Jornada](#) .

[La Jornada](#). Mexico, 24 novembre 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Marie-Rose Ardiaca

[El Correo](#). Paris, le 26 novembre 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).